

NOTES DE LECTURE

Auteur de l'ouvrage : Alain Kisito METODJO

Titre de l'ouvrage : Devenir maire en Afrique : Décentralisation et notabilités locales au Bénin

Ville et maison d'édition : Paris, l'Harmattan

Année de parution : 2008

Volume : 158 pages

S. Hygin Faust KAKAI

Maître Socio-anthropologue

DESS en Populations et dynamiques urbaines

DEA en Droits de l'homme et démocratie, Chaire UNESCO

Master recherche shs-sciences de l'éducation, Université de Besançon

Chercheur en Science politique, Chaire UNESCO des Droits de la personne et de la démocratie de l'Université d'Abomey-Calavi (UAC)

Perspectives & Sociétés, N°1, janvier 2010

ISSN 1840-6130

Pour citer cet article :

— KAKAI S. H. F., Notes de lecture sur l'ouvrage *Devenir maire en Afrique : Décentralisation et notabilités locales au Bénin*, Paris, l'Harmattan, 2008, 158 pages de Alain Kisito Métodjo. Revue *Perspectives & Sociétés*, janvier 2010

© CAREDE, 2010. Tous droits réservés pour tous pays.

Toute reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit, sans l'approbation du CAREDE.

L'ouvrage est structuré en deux parties (**le droit à la parole dans le terroir et les labours électoraux du terroir**) comprenant chacune 2 chapitres et 2 sections par chapitre. La présente fiche de lecture comporte les grandes parties suivantes :

- Présentation de l'ouvrage ;
- Commentaire et discussion.

1. PRESENTATION DE L'OUVRAGE

Au Bénin, depuis 2002, la démocratie est devenue plus expressive dans le contexte de la décentralisation. Les premières élections locales de l'ère démocratique se sont déroulées en 2002, et ce, pour une matérialisation du fait décentralisé. Des consultations locales, et partout dans le pays, les urnes ont sanctionné « l'enfant du pays » c'est-à-dire l'enfant d'une communauté territoriale donnée comme élu local. Cette réalité répond à une logique sociale « Nul n'est électoralement oint ici, s'il n'est fils du terroir ». L'auteur assimile cette idéologie (une conduite sociale qui drapé les représentations, dicte les comportements des agents et qui repose sur des croyances plus ou moins subjectives) du fils du terroir à une sorte de « droit à la parole » politique, conféré presque uniquement à l'enfant du pays.

Le terroir, est, selon lui, l'esprit d'appartenance identitaire aimante des solidarités électives ou sociales. Ces solidarités, dans le cas d'une élection, à l'instar de la fixation du terroir, varient selon les enjeux, les concurrents, la nature de l'élection et le niveau institutionnel. Pour un scrutin présidentiel, toute une région, un département ou encore une commune peut symboliser le terroir tandis que pour un scrutin local, le terroir peut ne pas dépasser l'arrondissement. De cette typologie, il faut noter que la sensibilité du fils du terroir est un fait consubstantiel à la vie politique béninoise ; cette idéologie suppose aussi bien la primauté de l'autochtonie et de l'ethnicité et révèle que sur une même terre, la langue parlée peut dissocier « les fils du terroir », par rapport au groupe linguistique. Mais, comment se fait le sacre du fils du terroir ?

La plupart des communes au Bénin ont à leur tête, un maire originaire des lieux. Qu'on soit candidat indépendant ou candidat affilié à un parti politique, il est certain que pour diriger une mairie, il faut être natif du milieu. Mais, le vote du fils du terroir est aussi bien profitable pour le candidat que pour l'électeur. « Les « allogènes » installés dans la commune de Malanville, depuis des lustres pour certains, se voyaient systématiquement marginalisés par des « autochtones » dans la sphère politique locale. A ce constat, ils ont décidé de se fondre dans

un creuset afin de présenter des personnes de ressources aux communales : cas de la présentation de la candidature du docteur clément Adandé, originaire du sud. Mais ce recoupement des fils du Bénin non originaires de Malanville s'est heurté à des menaces d'où la réticence de nombre de ces acteurs. Au premier tour des élections de 2002, le RIM (Résidents Indépendants de Malanville) a perdu les élections. L'électeur a été très sensible à l'origine des candidats''.

La logique pour le fils du terroir trouve aussi son essence dans la corruption et dans le clientélisme. Il vaut mieux hisser un fils du terroir qu'il soit de sa famille ou non pour gérer les affaires publiques et en profiter plutôt que de positionner un « étranger » : "L'électeur choisit dans sa communauté, sachant que son élu pourra lui être utile par la suite''. La décentralisation apparaît comme une rente. Toutefois, la logique du fils du terroir n'oblige pas un électeur à voter, *stricto sensus*, pour un fils du terroir. De par sa conscience électorale, l'électeur influe sur le choix collectif. "Le vote préférentiel pour le fils du terroir répond ce faisant à une quête de représentants politiques responsables, à qui les habitants pourraient demander, dans le cas échéant, des comptes. Dans une « situation d'incertitude » sur la sécurité de son vote, l'électeur choisit le fils de terroir comme solution''.

Dans cette perspective, l'homme non originaire d'un milieu donné peut, malgré son intégration être perçu comme un étranger, qui risque de trahir, car « le sang communautaire » ne coule pas dans ses veines. La filiation est alors un déterminant de l'acquisition du « statut » de fils du terroir. Car, "l'homme politique en quête des suffrages ne peut se prétendre « fils de terroir » au même titre, selon que le lien au village tienne du père ou de la mère''.

La démocratie béninoise pourrait être conceptualisée comme une démocratie des terroirs, en ce sens que :

- Le terroir d'origine apparaît comme le critère majeur qui préside à la formation de l'Exécutif, parfois au détriment des compétences.
- Chaque région ou chaque ethnie ne se projette dans le national qu'à travers l'optique de gouvernants proches d'elles.
- On retrouve cette logique du terroir à tous les paliers de la sphère publique.

Pour l'équilibre du pouvoir, il est souvent observé que quand le chef de l'Etat est du Nord du pays, tout au moins le président de l'Assemblée Nationale est du Sud. Ceci se fait à dessein

par les hommes politiques dont notamment Mathieu Kérékou. De même, le vote pour le fils du terroir est le produit des mouvements associatifs. Au Bénin, au lendemain de la Conférence Nationale de février 1990, des associations de développement se sont transformées en parti politique. C'est le cas notable de Mama Adamou N'Diaye, vice-président d'*Iri Bonsé*, l'association de développement de Kandi, qui a créé son parti, l'UDS. Les partis politiques, à l'instar des associations de développement, puisent leur légitimité des terroirs d'origine des leaders. "Ils y recrutent leurs membres et leurs électeurs". Mamadou Gazibo, en examinant la situation politique béninoise, repère qu' « il existe une forte corrélation entre l'origine ethno-régionale des dirigeants politiques et l'audience de leur parti dans l'espace national ». Avant lui, Kouassi Dégboé montrait déjà ce lien entre le vote et l'appartenance des électeurs. Cette thèse s'avère vérifiée car, dans le cadre des élections locales, les électeurs n'ont voté que pour le fils du terroir. L'auteur en conclut que "le Renouveau démocratique n'a pas engendré cette culture de vote".

En ce qui concerne, l'économie morale du comportement de l'individu, il faut faire remarquer qu'il ne suffit pas d'être fils d'un terroir pour se faire entendre. En effet, les pratiques, les attitudes, les manières d'être et de faire de chaque individu dans sa communauté d'origine sont des veilles de consciences électorales. Chez les Fon, on parle de *Djidjo*, chez les Mina de *Èdin*. A Malanville, le Dendi pense à *Dâ* et le Haoussa dit *Allahâdâ*. L'individu doit bien se conduire, soigner son image pour espérer accéder à la fonction politique par le biais des élections. L'exemple le plus évocateur, sur le terrain d'étude de l'auteur, est celui du cas du député Saley. "Chaque année, il paie personnellement le *hadj*, à une dizaine de personnes, originaires de la ville [Malanville], depuis qu'il s'est découvert ce terroir en 2002". De ce fait, "le comportement dans l'univers social devient une ressource dans le champ politique".

Ces comportements frisent le clientélisme. Le politicien conscient de son incapacité à conquérir l'électorat par un projet de société préfère l'achat de conscience. Jean François Médard dira que « le clientélisme électoral, il s'agit d'obtenir un suffrage en échange de faveurs, de services et de biens publics divisibles ». Il s'agit là de pratiques contraires à l'éthos démocratique, pratiques qui arrangent aussi bien le candidat et l'électeur. Ces candidats utilisent soit leurs propres ressources financières, ou soit issues de celles de l'Etat et des rentes étrangères et au temps des élections, on intensifie la machine de distribution de l'argent. C'est un moyen pour le candidat de nouer "une relation personnelle avec les électeurs du terroir et s'attache à gagner la confiance d'une bonne partie d'entre eux, afin de

s'assurer leur vote''. Le candidat qui veut « s'asseoir » dans son terroir doit faire le lobbying pour amener les projets de l'Etat dans sa communauté, sans quoi, il risque d'être frappé par une mort sociale. Jean François Médard conceptualise la stratégie clientéliste comme " une stratégie de l'échange dans laquelle le don, l'aide, la faveur, le service rendu, deviennent un moyen de se faire des obligés, des créanciers''.

Cette stratégie clientéliste est souvent rendue possible grâce à l'existence de courtiers en développement notamment les acteurs des ONG ou de la société civile. De l'action associative, on tend vers le clientélisme politique où les ressources de la structure associative sont mises en jeu. Les cas sont légions au Bénin.

Toutefois, "lorsque la personnalité d'un leader politique national relève de l'ordre du « mythe » dans une localité, son parti politique conserve toutes les chances d'arbitrer le jeu factionnel local. Ainsi, le champ politique local apparaît, dans ces cas, comme le prolongement du national''.

Les partis politiques apparaissent être à la solde de son leader qui dicte les lois selon sa convenance. Ce leader doit avoir une surface financière considérable. Toutefois, "les électeurs ne sont pas pour autant attachés à une vie militante partisane. Ils sont sympathisants du fils de terroir qui est candidat. Mais les partis politiques, qui arrivent à imposer la personnalité de leur leader comme un mythe au niveau régional, bénéficient d'un ancrage sympathisant fort''. Au sein du parti, pour sa notabilité politique, le membre actif doit se doter d'une bonne côte. A cela s'ajoute, le rôle de médiation politique des chefferies traditionnelles. Thomas Bierschenk et Jean-Pierre Olivier de Sardan diront qu'au niveau local, il y a une « polycéphalie » des arènes politiques locales !

Il se pose la question de savoir si la décentralisation présentée comme vectrice de démocratie locale rime effectivement avec celle-ci ? Une question qui mérite vraiment d'être élucidée à travers nombre d'investigations !

2. COMMENTAIRE ET MINI-DISCUSSION

A- Analyse documentaire

D'un point de vue matériel, cet ouvrage est rédigé très clairement et permet une bonne lisibilité. La distinction des différents chapitres, ainsi que des parties permettent de trouver

aisément ses repères. Par ailleurs, l'auteur a mis en italique les termes techniques ou ceux qui étaient à méditer. Ce procédé pousse à la réflexion et à s'interroger, le lecteur devient actif.

Cette étude est argumentée et s'appuie sur de nombreux exemples, cas pratiques et citations. Chaque exemple ou citation est référé en note infrapaginale. Ce système de notation devrait permettre au lecteur d'aborder des sujets de recherche peu connus ou d'approfondir ses connaissances. En effet, le lecteur "néophyte" en la matière comprend le sujet exposé par l'auteur grâce à ces exemples pertinents. Pour le lecteur plus avisé ou expérimenté, ces nombreux exemples l'enrichit et lui permettront de faire des comparaisons, de confronter ces analyses à celles de l'auteur pour en tirer de nouvelles perspectives de recherche.

D'un point de vue substantiel, le titre *Devenir maire en Afrique* est en lui-même très explicite et renvoie à une problématique plus générale : la participation politique en Afrique.

B- Analyse critique

L'ouvrage de Alain Kisito Métojo nous intéresse tout particulièrement car, il s'avérait que la sociologie électorale fait partie de nos champs d'investigation. Dans un contexte de démocratie, On ne peut que *Devenir maire en Afrique*, que par le biais des élections. L'auteur, étant lui-même sociologue et politologue, il a su montrer toute la pertinence de l'étude des faits ethno-régionaliste et clientélaire dans les nouvelles démocraties africaines. Cependant, dans un esprit critique (en non un esprit de critique), nous apportons quelques remarques.

D'un point de vue méthodologique, l'enquête est de type qualitatif avec pour zones d'étude les communes de Malanville, de Grand-Popo et de Ouidah. L'étude de la notabilité locale pouvant se faire dans n'importe quelle commune du Bénin, aucune ambiguïté ne se pose dans le choix de ces communes. Toutefois, nous pensons que l'auteur pourrait enrichir davantage son analyse si, par exemple, il faisait des investigations profondes dans des communes comme Cotonou, Bohicon, Abomey, Porto-Novo, Parakou, etc. qui sont à la fois des zones les plus urbanisées du pays et des contrées où les réalités électorales sont en perpétuelles transformations.

D'un point de vue écriture scientifique, un lecteur de Jean-François Bayart, de Richard Banégas, etc. ne s'étonnerait pas du style utilisé par Alain Métojo. D'ailleurs, l'ouvrage est préfacé par Richard Banégas. L'auteur appartient donc à un courant d'idées politiques.

D'un point de vue fonds documentaire, nous partageons les opinions de l'auteur sur divers centres d'intérêt. A lire l'ouvrage, on peut s'en rendre compte que l'auteur a posé la problématique du fait ethnique dans le jeu électoral béninois. Néanmoins, nous invitons d'autres chercheurs et l'auteur lui-même à étudier les racines profondes de ce fait car, d'après nos analyses, l'ethnisation de l'arène politique devrait remonter à des époques bien lointaines c'est-à-dire avant la constitution de l'Etat dahoméen devenu Etat béninois. La solidarité ethnique étant devenue, une forme de vie en communauté basée sur la cohésion sociale, l'affirmation du groupe sur l'individu et prenant appui sur l'appartenance de ce dernier à une entité socioculturelle ou géographique voire à une aire culturelle comme idéal-type de personnification de l'homme. La dimension religieuse de l'acte de vote est aussi à approfondir par l'auteur.

Au sujet du clientélisme électoral, l'auteur fait allusion à la place centrale qu'occupe l'argent dans la vie quotidienne et que cela pourrait expliquer la corruption électorale au Bénin. Sans réfuter cette thèse, nous pensons que l'argent occupe une place de choix dans toutes les sociétés humaines, qu'elles soient africaines, européennes ou américaines, etc. La monétarisation des rapports sociaux peut être encore étudiée dans divers domaines dont la sexualité, la politique, le monde économique, etc. Selon nous, le clientélisme électoral serait essentiellement lié à l'instrumentalisation des électeurs par la classe politique qui se montre incapable de mener un véritable débat d'idées. Les élections locales d'avril 2008 nous donnent encore raison où, de maison en maison, des acteurs politiques distribuent des sacs de riz ou encore de l'argent. A cela, pouvons-nous ajouter, la notion du "don" clairement définie par Marcel Mauss. Il est tout naturel que le béninois attend un simple "merci" ou encore un don vraiment symbolique, s'il s'est montré utile à quelque chose. Cela fait partie des traditions béninoises. Chaque peuple ayant son égo ! Le clientélisme électoral est donc du ressort d'une dramatisation opérée de façon consciente par les hommes politiques.

Pourquoi à la veille des élections, il n'y a jamais presque eu de débats contradictoires entre acteurs politiques ? Qu'est-ce qui empêche nos acteurs politiques de transformer leurs formations politiques en de véritables écoles de pensées politiques et démocratiques ? Pourquoi certains politiciens continuent de faire croire aux populations que l'Etat ne peut rien faire pour quelqu'un et qu'il n'y a que les opérateurs économiques qui puissent amorcer le développement local ? Pourquoi ? Pourquoi ? Pourquoi ?

Nous risquons de mettre en péril les jeunes démocraties africaines et donneront raisons à ceux qui croyaient que la démocratie est un idéal irréaliste pour les africains. Faisons en sorte que de l'Afrique, il faut toujours s'attendre quelque chose de nouveau (*ex africa, semper aliquid novi*).